

Bordeaux La Belle Endormie*

*TU PARLES!



C'ÉTAIT "LE LIEU
DE TOUS LES
COMBATS", MAIS
SURTOUT CELUI DES
FINS DE MOIS DIFFICILES

↑
"LA FIN DU MOIS
C'EST LE DÉBUT DU MOIS"

DANS L'HISTOIRE DE BORDEAUX, des mouvements sociaux très turbulents, ça ne court pas les rues,

si on peut dire. À Julia Badets, une « bobo » du centre-ville, c'est ainsi qu'elle-même se qualifie, son père a toujours raconté que, en Mai 68, pendant que ça bardait à Paris, lui faisait du ski nautique sur le bassin d'Arcachon. Julia a 41 ans, elle est attachée de presse, bordelaise de naissance et parisienne d'adoption pendant un temps, avant de revenir dans sa ville. Ce qui lui permet de dire que Bordeaux lui est apparue sous un jour tout à fait inédit. *« J'ai vraiment été très surprise par la violence durant les samedis "gilets jaunes". C'étaient de véritables scènes de guerre. Je n'osais pas me pencher à la fenêtre. Ils ont cassé tous les distributeurs de billets. On ne pouvait plus retirer d'argent dans le quartier. »* Ce qui a surtout frappé Julia, ce sont les mines peu avenantes des « gilets jaunes » : *« Ils me regardaient bizarrement. Ils me renvoyaient une image de bourge... Je sentais qu'ils venaient pour casser du riche. »*

Emprunté systématiquement par les manifestants, le cours d'Alsace et Lorraine, une artère commerçante importante, a été le théâtre de nombreux affrontements. Là, il y a l'agence de voyages Promovacances, et son directeur, Laurent Menanteau, 48 ans, arrivé à Bordeaux à l'âge de 14 ans. Tous les samedis, il se positionnait devant sa porte pour dissuader « ceux

qui auraient voulu tout casser ». *« Je me rappelle une manifestation en janvier. J'étais dans ma boutique avec des clients et des "gilets jaunes", pas des casseurs, mais des gens comme vous et moi, se sont approchés en criant : "C'est une agence de voyages ! C'est pour les riches ! Venez, on casse tout !" Je suis immédiatement sorti et leur ai dit que, pour tout casser, il faudrait me passer dessus. »*

Des Bordelais comme Julia Badets et Laurent Menanteau, il y en a des milliers, tous encore plongés dans une forme de sidération. Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer pour soulever une telle vague de violence, ici, à Bordeaux ? Bordeaux, la bourgeoise et sa quiétude heureuse, Bordeaux la plus belle ville de France, selon Stendhal, qui avait du goût. Bordeaux, une ville édreton, avec sous la plume ses privilégiés gâtés et bien au chaud. Il y a en a un, en tout cas, qui en avait marre de ne pas pouvoir répondre à cette question. C'est Patrick Seguin, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bordeaux. C'est-à-dire qu'il est à la fois le représentant institutionnel des entreprises du coin et aussi le symbole incarné de l'injustice économique et de tout ce qui remue les « gilets jaunes » de l'intérieur. Il a voulu comprendre pourquoi sa ville était devenue, en l'espace de deux samedis, un des bastions les plus virulents de France. Parce qu'avec « Bordeaux : capitale des "gilets jaunes" », appellation contrôlée par l'IFOP, l'institut de sondage qui a décortiqué le phénomène dans une étude, on était dans l'insolite, l'absurde, voire le contre-nature. Patrick

Seguin, qui fut terrassier puis chef d'entreprise autodidacte, a des accents de Georges Marchais : *« J'ai dit à ma femme : "J'en ai marre de ne pas savoir quoi répondre tous les dimanches aux journalistes quand ils m'interpellent 'dites-nous monsieur Seguin, mais pourquoi il y a autant de "gilets jaunes" à Bordeaux ?" Je vais aller les voir et je vais bien réussir à discuter !" »* M. Seguin cultive l'optimisme, qui est la distraction préférée des entrepreneurs. *« Je suis descendu dans le cortège, j'ai repéré des leaders, ils ne m'ont pas cassé la gueule et je leur ai filé mon portable. Ils ont été surpris. J'ai réussi à faire trois réunions. »* Leur compte-rendu n'est pas consigné au Journal officiel de la CCI, mais la litane des revendications est connue : le pouvoir d'achat, la souffrance quotidienne, la tentative désespérée de récupérer une goutte de souveraineté citoyenne, l'ouverture d'une fosse commune pour tous les partis politiques... Inévitablement, la discussion a vite tourné au dialogue de sourds. *« Il va falloir reconstruire ensemble mais là, vous bloquez les commerçants et vous détruisez des emplois. »* Il y a une phrase, quand même, qui a marqué Patrick Seguin. Quand un « gilet jaune » a dit : *« Ici, vous avez tout. Nous, là-bas, on n'a rien. »*

« Ici », c'est le centre-ville de Bordeaux et son décor de théâtre Renaissance. Maire de 1996 à 2004, puis de 2006 à 2019, Alain Juppé avait décidé que sa ville devait prendre son envol international. Il a donc fait le ménage dans les vieilles pierres du centre historique. Il a tout repeint, tout ravalé, tout embelli, tout nettoyé. Bordeaux est devenue magnétique. Ses 1 200 mètres de boutiques chics de la rue Sainte-Catherine, la rue commerçante la plus longue d'Europe, sa douceur de vivre et ses vins bio à déguster en terrasse, son cours de l'Intendance, son absence de quartier craignos, sa place de la Comédie, et ses loyers qui ont pris cher en quatorze ans. « Là-bas », c'est tout le reste, c'est-à-dire tout ce qui bouche vaguement l'horizon à 50 kilomètres à la ronde, entre zones périurbaines et premières campagnes. La banlieue, mal desservie, mal fagotée... Avec ceux qui logent loin et qui travaillent dans le centre. Allers et retours interminables en voiture.

Là-dessus, la taxe carbone a joué le rôle d'une étincelle. Christine, « gilet jaune » de la première heure : *« On n'était pas violents, on voulait plutôt entamer la discussion avec les habitants du centre-ville, mais ils pensaient qu'on était des cas sociaux. On était comme une tache. Ces Bordelais-là sont dans leur bulle. »* Christine a fait toutes les manifs. Des grands tours en centre-ville, entre la place de la Bourse et la place Pey-Berland où les affrontements furent les plus violents. •••

FIÈVRE JAUNE

Bordeaux la bourgeoise paie ses fractures.

Personne, et surtout pas le gouvernement, ne les avait vus venir. Depuis l'automne dernier, les « gilets jaunes » satureront l'actualité. Cet été, « M » revient sur des aspects méconnus de cette crise sociale inédite. Peu habituée aux manifestations virulentes, la cossue ville girondine ne s'attendait pas à des samedis de mobilisation d'une telle violence. Une situation explosive qui a mis en évidence la cassure entre un centre-ville désormais accessible aux seuls privilégiés et des zones périurbaines gagnées par un sentiment d'injustice et d'exclusion.

PAR CLAIRE MAYER ET LAURENT TELO — ILLUSTRATIONS ARTUS DE LAVILLÉON

... Christine, c'est une petite bonne femme de 48 ans, infirmière, née à Bordeaux, qui vit à Ambarès-et-Lagrave, à quarante minutes du centre-ville et qui a, encore imprimées sur sa rétine, des images fort peu sympathiques. Elle ne s'attendait pas du tout à ça de la part de sa ville de toujours : « À un moment, on défilait sur les allées de Tourny et, sur la terrasse du Grand Hôtel, il y avait des Bordelais fortunés qui sirotaient leur champagne en se fichant de nous. Qui nous filmaient comme si on était des animaux, comme si on était au zoo. Une telle image d'Épinal... » Un choc des cultures pour ces gens des deux camps qui habitent si près les uns des autres, mais vivent dans deux mondes très différents. « Mais je suis fière de ma ville aussi », sourit Christine. J'étais persuadée que Bordeaux serait la plus calme des villes de France pendant le mouvement, mais non ! On a quand même rempli la rue Sainte-Catherine de bout en bout ! »

Ici, nous sommes place Pey-Berland, où se trouvent la cathédrale Saint-André et la façade de l'hôtel de ville. Mathieu Berthelot vivait là quand il était plus jeune. « J'ai dû m'excuser pour vivre décemment. Maintenant, j'habite une ville-dortoir. » À Cenon, précisément, l'une des 28 communes de la métropole et ses 780 000 habitants (contre 300 000 en centre-ville). Aux heures de pointe, il met une heure, au bas mot, pour venir profiter de la belle et grande esplanade pavée. Il est conducteur de bus depuis deux ans. Avant, il était policier. Désormais, il est « gilet jaune ». Avant, il n'avait jamais milité. Et maintenant, il songe à monter une liste aux municipales pour s'impliquer vraiment dans sa ville, au nom du grand mouvement populaire.

Mathieu Berthelot, lui, il sait très bien pourquoi à Bordeaux « ça a pété » plus qu'ailleurs. D'abord, à cause de la gestion du maintien de l'ordre. L'ancien policier le dit sans prendre de détours : « La première chose qu'on nous apprend à l'école de police, c'est que la réponse doit être proportionnelle. On doit éviter la force physique, ne pas lever la main sur quelqu'un qui n'est pas menaçant, être dans la retenue. Et là, ce qu'il s'est passé, c'est tout le contraire... Le préfet nous a mis la totale. La technique de l'énergement, balancer des larmyos toutes les vingt minutes... Un vrai carnage. »

Le chef des opérations de police de l'époque, le préfet Didier Lallement a voulu dompter la ville. L'Observatoire girondin des libertés publiques a dénoncé dans un rapport de 60 pages, mené de mi-novembre à fin février, sa « politique d'intimidation ». Ce collectif, qui regroupe plusieurs organisations dont le Syndicat des avocats de France, Greenpeace, la Ligue des droits de l'homme ou encore Médecins du monde, s'est appuyé sur des observations, des vidéos, et une quarantaine de témoignages et de signalements. Craint par ses collaborateurs, Lallement voit son

nom gravé désormais dans toutes les mémoires des « gilets jaunes ». Depuis, il a été promu au poste prestigieux de patron de la préfecture de police de Paris.

L'autre raison avancée par Mathieu Berthelot est plus structurelle, comme disent les sociologues. « Ça a pété à Bordeaux parce que l'immobilier a explosé (plus 40 % en dix ans). 280 000 euros au minimum pour devenir propriétaire. Et la ligne grande vitesse – inaugurée en 2017 – a accentué la fracture sociale. Les Parisiens, les Nantais qui ont les moyens ont été attirés comme des mouches. Et nous, les Bordelais modestes, on a été rejetés à l'extérieur. En gros, depuis des années, le message, c'est : "On veut bien que vous travailliez dans la ville mais, le soir, on ne veut plus vous voir." Même les retraités sont obligés de partir. 70 % des maisons de retraite ont été créées à Cestas, la banlieue oubliée. Juppé a fait un travail incroyable pour transformer la ville, mais maintenant, il faut se manger 50 km pour en profiter. »

Étrangement, ce diagnostic très « gilet jaune », Patrick Seguin, le représentant des entreprises de Bordeaux, n'est pas loin de le partager. « Il y a un fossé qui se creuse entre une métropole riche et des territoires périurbains, admet-il, entre concentration des richesses dans l'hypercentre, et désertification alentour. Il y a quelques mois, j'avais fait la tournée des territoires, poursuit-il. Vers Sainte-Foy-la-Grande. 50 % de chômage. Même les élus nous appelaient au secours. "Ça va nous pêter à la gueule." J'en avais parlé avec Juppé, mais il ne comprenait pas. »



L'AMOUR PARADOXAL DES « GILETS JAUNES » POUR JUPPÉ, c'est une

autre particularité bordelaise. On pouvait trouver des mannequins d'Emmanuel Macron pendu au gibet, mais jamais un Juppé maltraité. « On a du mal à critiquer Juppé, admet Berthelot. C'est un peu le tonton à qui l'on trouve des excuses. Il y a un truc un peu irrationnel. » L'aura de l'ancien maire aurait participé à l'ampleur du mouvement à Bordeaux, veut croire son successeur Nicolas Florian. « Il y a eu une forme de magnétisme des "gilets jaunes" qui se disaient qu'en venant à Bordeaux, la ville d'Alain Juppé, plutôt que de bloquer les ronds-points, ils auraient une écoute, une audience bien supérieure. » Lorsque Nicolas Florian s'est installé dans le fauteuil d'Alain Juppé, parti précipitamment rejoindre le Conseil constitutionnel en février, il est gagné par une certaine appréhension. « J'ai ressenti un peu de peur, je ne le cache pas. J'arrive dans des circonstances très particulières. » Aujourd'hui, toujours soutenu par l'ancien maire emblématique de la métropole

bordelaise – une photo des deux amis trône dans son bureau –, Florian sait qu'il devra composer avec ces problématiques pour les prochaines élections municipales de mars 2020. « On travaille aujourd'hui avec Jacques Mangon à la métropole pour avoir du logement abordable. On impose aux promoteurs et aux opérateurs un prix de sortie qui ne dépasse pas 3 000 euros du mètre carré. Et je suis partisan de le faire sur tout Bordeaux. »

Pour Patrick Seguin, le président de la CCI, cette affaire ne sera pas résolue en une seule élection tant le problème s'est enkysté depuis des années. « On essaie d'inciter à venir des entreprises en provenance d'autres régions. Mais elles veulent toutes être dans le centre-ville. Parce que les collaborateurs veulent se rendre au boulot en trottinette. Depuis trente ans, on marche sur la tête. On est tous responsables. La gentrification était prévisible, mais on ne s'est pas préoccupés des gens qui étaient chassés du centre-ville. C'est une faute politique de trente ans. » Est-ce que ça va s'arranger ? « Je ne vois pas comment, intervient Mathieu Berthelot. Comme les budgets municipaux baissent, il n'y aura pas forcément de connexions entre les différents territoires. » Et les connexions, ce serait le début de la solution.

Ici, en centre-ville, les cortèges ont disparu. Mais là-bas, rien n'est terminé. Les « gilets jaunes » s'unifient dans les banlieues. « Il y a des fusils dans les campagnes », s'amuse Stéphane Carbiener, qui dirige une boîte de conseil en immobilier et n'a pas du tout l'air d'un fou furieux, plutôt le représentant d'une classe moyenne, passablement politisé, de gauche, et qui saute le pas vers un militantisme local. Il est l'un des porte-parole des « gilets jaunes » du département. Il compte 7 000 contacts sur sa page Facebook et organise des réunions de groupes le plus souvent possible. « On essaye de créer un germe de démocratie horizontale, avec une charte de valeurs communes. Parvenir à une ébauche de structuration est assez miraculeux. On veut avoir de l'impact sur la vie du pays, redevenir responsables. »

Parce que, comme le dit Mathieu Berthelot, déçu de la fin du mouvement : « Rien n'a changé. On nous prend pour des pestiférés après nous avoir d'abord pris pour des bourrins. » Depuis ces manifestations, Farah, professeure d'université, regarde Bordeaux, sa ville de toujours, autrement. « Maintenant, quand je passe place Pey-Berland, je me souviens d'un gars qui a eu une joue arrachée par un tir de LBD. Je me souviens aussi de cette fille qui s'en est pris un dans la tête. Du pompier blessé devant moi. Les rues bordelaises, si paisibles, je ne les vois plus pareil, elles sont devenues le lieu du combat. » ☹

La semaine prochaine : le moment où LR a changé son fusil d'épaule.

ICI, VOUS AVEZ TOUT



LÀ-BAS, ON ~~VOUS~~
N'A RIEN

